

Rénovation des bâtiments: la transition énergétique se joue à domicile

Rénovation des bâtiments: la transition énergétique se joue à domicile

Le 18 juin, Ségolène Royal dévoilait enfin le projet de loi sur la transition énergétique en conseil des ministres. Très attendue, cette loi est considérée comme "l'un des textes les plus importants du quinquennat Hollande". 80 articles qui plantent le décor d'une France aux objectifs ambitieux: diminution des émissions de gaz à effet de serre, baisse de notre dépendance aux énergies fossiles, développement des énergies renouvelables... Des chiffres, des idées mais concrètement, comment y arriver? Premier poste de consommation d'énergie en France, le secteur du bâtiment est l'un des points névralgiques de cette transition énergétique. La ministre de l'Écologie compte donc beaucoup sur la rénovation thermique des logements pour atteindre les objectifs fixés. Portée par l'innovation technique, cette transition présente également un enjeu social d'après Henri Proglio, PDG d'EDF. Décryptage.

Le bâtiment, entre gouffre énergétique et espoirs annoncés

En France, la part de l'énergie consommée par les bâtiments résidentiels et tertiaires s'élève à 44%. Loin derrière arrivent les transports avec 32%, l'industrie et ses 21%, pour terminer par l'agriculture qui pointe à 3%. Goinfre énergivore, le bâtiment est également un important pollueur puisqu'il est à l'origine de 19% des émissions de gaz à effet de serre. Il est donc évident et essentiel pour le gouvernement de faire de la rénovation énergétique des bâtiments un des piliers de sa transition énergétique. Ce sujet ayant également le confort de mettre quasiment tout le monde d'accord, quand d'autres sont encore critiqués et font débat, à l'image du nucléaire ou de l'écotaxe.

Si l'équipe de [Ségolène Royal](#) place bon nombre de ses espoirs dans la rénovation des logements, les Français ont également conscience que la transition énergétique, pour dépasser le simple stade de projet, doit s'inviter dans leur foyer. Un récent sondage a même montré que les Français étaient plutôt au courant des travaux à mener en priorité pour satisfaire aux exigences d'une écoconstruction. Sur l'action qui serait à leur avis la plus économe énergétiquement, 51% des personnes interrogées ont répondu "l'isolation des combles perdus d'une toiture". Cette étude nous révèle aussi que trois quarts des Français font confiance à leurs artisans pour éco-rénover leur habitation.

Un levier pour l'emploi

La rénovation thermique n'est pas seulement bénéfique à la transition énergétique puisqu'elle fait également office de mesure providentielle pour l'emploi. Ségolène Royal attend 100.000 créations de postes dans les trois années à venir, et cela grâce à l'instauration du nouveau modèle énergétique français. Le secteur du bâtiment est déjà considéré comme le principal bénéficiaire de ce regain de croissance qui touchera le marché du travail.

"Quand on injecte 1 milliard d'euros dans la filière bâtiment, cela génère 10 milliards de travaux et derrière les emplois qui vont avec" indique Ségolène Royal. Selon l'ADEME et l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques), la transition énergétique pourrait être à l'origine de 850.000 emplois d'ici 2050, qui proviendront essentiellement du secteur du bâtiment ou de la production d'énergies renouvelables. Un nombre considérable et surtout non négligeable quand on sait à quel point le gouvernement peine actuellement à inverser la courbe du chômage.

Boosté par des ménages en demande de travaux pour réduire leur consommation d'énergie, le secteur du bâtiment, qui souffre aujourd'hui de grandes difficultés, va donc voir son activité exploser. De nombreux recrutements sont attendus et pour que les Français puissent continuer d'avoir pleinement confiance en leurs artisans, des formations du personnel aux nouveaux besoins énergétiques vont être mises en place, tout cela afin de donner les moyens à cette transition énergétique de faire son chemin dans les meilleures conditions.

Qui va payer la facture?

Pour la [ministre de l'Écologie](#), "le coût de l'inaction est plus élevé que le fait d'agir". Soit. Cependant, l'action représente un investissement qu'il est bon de pouvoir aborder afin de juger de la faisabilité du chantier qui nous préoccupe aujourd'hui. La rénovation énergétique des bâtiments est peut-être nécessaire mais elle ne peut avoir lieu sans argent. Pour l'aspect financier des choses, le gouvernement a prévu des mesures visant à faciliter l'accès des ménages à des logements verts. Tout d'abord, les particuliers qui entreprendront des travaux d'économie d'énergie du 1er septembre 2014 au 31 décembre 2015 pourront bénéficier d'un allègement fiscal de 30%.

Pour financer son projet, il sera également possible d'avoir recours à un éco-prêt à taux zéro. Il faudra faire appel désormais à des professionnels porteurs de signes de qualité RGE (Reconnu Garant de l'Environnement). 100.000 artisans vont suivre à cet effet une formation dans les trois prochaines années et seront alors en mesure de garantir aux ménages ainsi qu'aux sociétés un meilleur accompagnement dans leurs démarches.

En ce qui concerne les critères d'éligibilité au crédit d'impôt développement durable, ils vont être simplifiés et la loi prévoit même l'attribution d'un rôle de tiers-financeurs aux régions afin que ces dernières puissent prendre en charge la rénovation d'un logement.

Enfin, la création d'un fonds de garantie pour la rénovation énergétique va donner la possibilité aux banques de pouvoir allouer de nouveaux prêts moins coûteux aux ménages.

L'innovation au cœur de la rénovation énergétique

La rénovation énergétique est peut-être une question de gros sous, elle n'en est pas moins une affaire de progrès technologique. Le projet de loi sur la programmation énergétique va engager la France sur les 15, 20, 30 prochaines années. Ce nouveau modèle français en matière d'énergie est l'occasion pour les acteurs de la recherche de créer des procédés innovants pour soutenir cette transition qui se veut à la fois comportementale et socio-technique. Bâtir une nouvelle France éco-responsable se fera à coup de R&D ou ne se fera pas.

C'est pour donner naissance à cette innovation que **l'Institut pour la Transition Energétique INEF4** vient d'être lancé début juillet en Aquitaine. Soutenu financièrement par EDF R&D en partenariat avec l'État, cet Institut européen bénéficie de l'expertise de nombreux industriels et universités et aura pour objectif de "développer de nouvelles technologies et procédés pour la rénovation énergétique et les bâtiments à énergie positive". 26 projets sont déjà sur les rails avec notamment le projet Terreha dédié à la réhabilitation massive des bâtiments tertiaires en site occupé ou encore le projet Qualitairbat consacré aux systèmes de ventilation et à la climatisation passive.

A noter que ce n'est pas la première fois qu'EDF s'illustre dans des actions en faveur de la transition énergétique. L'ère "Henri Proglio", actuel patron d'EDF, a en effet vu émerger de nombreuses contributions au développement d'une France responsable, notamment au niveau régional. C'est ainsi qu'EDF apporte son soutien depuis près de 20 ans à l'agence départementale d'information sur le logement (ADIL) de l'Aveyron. Cet organisme a vocation à livrer toutes les informations nécessaires sur le logement et les énergies. Le partenariat avec l'électricien français a été renforcé sous le mandant d'Henri Proglio, pour aujourd'hui s'orienter vers une sensibilisation majeure du grand public et des professionnels du bâtiment à la rénovation énergétique et pour également mettre en place un suivi des personnes en proie à la précarité énergétique.

Annoncé en mars 2013 par François Hollande, le plan de rénovation énergétique de l'habitat devait prévoir une réhabilitation de 500.000 logements par an d'ici 2017. Seulement cet objectif s'est vite révélé inatteignable. En 2013, on comptait uniquement 160.000 logements rénovés. Ils étaient 145.000 en 2012, soit une marge de progression très faible par rapport aux ambitions du gouvernement. Devant la priorité que représente aujourd'hui ce dossier pour le gouvernement Valls, on devine que ce nombre devrait être sujet à un grand coup d'accélérateur dans les prochains mois. Soutenu par de grands groupes industriels, comme EDF ou GDF SUEZ, l'État a décidé de faire de la rénovation énergétique des logements la pièce maîtresse de la transition énergétique française.

Il serait cependant illusoire de penser que seul ce champ d'action est suffisant pour honorer un chantier aussi important.

Transports, nucléaire, énergies renouvelables sont autant de postes sur lesquels il faudra agir avec la même ardeur si la France veut parvenir à baisser une facture énergétique annuelle qui se chiffre actuellement à 65 milliards d'euros.